



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille huit, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**22 Septembre 2008**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	25
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	16 Septembre 2008
Date d'affichage du compte-rendu	:	29 Septembre 2008

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Maryvonne CHEVALIER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET

**Absents excusés** : Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, Mme Odile DELAHAIS

**Absents non excusés** : néant

**Pouvoirs** : Mme HUET à Mme DAUCE, M. LARCHER à Mme LEFOUL ; Mme COLLIN à Mme QUEVERT ; Mme DELAHAIS à Mme MOREL

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : Mme Annie CHAMPAGNAY, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 08-119) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
  - 08-120) Service des eaux – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service
  - 08-121) Service de l'assainissement – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service
  - 08-122) Réorganisation des services du Trésor Public
  - 08-123) Constitution de la commission d'évaluation des charges transférées
  - 08-124) Effacement des réseaux aériens – Etude sommaire – Avenue de la Libération, section chemin de Bel Air/Limite d'agglomération et route de Tramel
  - 08-125) Modification du Plan Local d'Urbanisme – Enquête publique – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
  - 08-126) Bail Europ'acc
  - 08-127) Remboursement anticipé d'emprunt
  - 08-128) Matériel informatique et bureautique – Radiation de l'inventaire
  - 08-129) Espace Malouas – Remplacement des stores
  - 08-130) Office du Tourisme – Bilan annuel 2007
  - 08-131) Bibliothèque – Demande de subvention
  - 08-132) Modification des limites d'agglomération
  - 08-133) Empierrement de chemins ruraux
  - 08-134) Illuminations de Noël – Programme 2008
  - 08-135) Enquêtes publiques communales –chemins - Indemnité versée au commissaire-enquêteur
  - 08-136) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Pléac »
  - 08-137) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Hailand »
  - 08-138) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières »
  - 08-139) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Le Tramel »
  - 08-140) Régularisation d'un chemin rural entre « Brancoual » et « Landran » sur l'emprise de la parcelle cadastrée section F n° 222
  - 08-141) Cession d'un délaissé communal au lieu-dit « La Mariais »
  - 08-142) Cession d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Moulin Madame »
  - 08-143) Cession d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Moulin Madame »
  - 08-144) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Bourg-Héry »
  - 08-145) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Les Jardières »
  - 08-146) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
  - 08-147) Questions orales
-

**08-119) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Annie CHAMPAGNAY, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 15 Juillet 2008 est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

**08-120) SERVICE DES EAUX - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

M. LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Messieurs NEAUD et DELION, représentant VEOLIA, délégataire du service Eau Potable, sont invités à présenter et à commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau (exercice 2007), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales. Le rapport établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) a été transmis en Mairie par courrier en date du 4 Juillet 2008.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

**08-121) SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE**

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

M. LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Messieurs NEAUD et DELION, représentant VEOLIA, délégataire du service Assainissement, sont invités à présenter et à commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (exercice 2007), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales. Le rapport établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) a été transmis en Mairie par courrier en date du 25 Juillet 2008.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

#### **08-122) REORGANISATION DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal est informé que le Trésorier Payeur Général a demandé un entretien auprès de Monsieur le Maire à propos de la suppression de la Trésorerie de COMBOURG et de la réorganisation qui en résulterait.

Il rappelle à ce propos que la trésorerie de COMBOURG n'est plus dotée depuis le départ de Mme LAMARRE en 2005, d'un trésorier à temps complet, le trésorier de CHATEAUNEUF assurant cette fonction à temps partiel, trois agents lui étant adjoints.

Une rencontre a donc eu lieu le 23 juillet 2008. Monsieur ROBERT, Trésorier Payeur Général, a exposé qu'un regroupement des services à TINTENIAC s'imposait essentiellement pour améliorer le service rendu tant au niveau des contribuables que des collectivités (personnel plus spécialisé, locaux mieux adaptés) ; le choix du regroupement à TINTENIAC étant principalement motivé par le nombre et le montant des écritures comptables plus important au niveau de la Trésorerie de TINTENIAC que de celle de COMBOURG dû notamment à la présence d u SMICTOM. TINTENIAC a aussi bénéficié d'un précédent regroupement avec la Trésorerie de HEDE en 2004, récupérant ainsi la totalité des communes de ce canton.

Monsieur LE BESCO, Maire, a pris l'initiative de rencontrer le 27 août 2008 les maires des communes concernées par cette mesure à savoir : BONNEMAIN, CUGUEN, LANHELIN, LOURMAIS, MEILLAC, ST LEGER DES PRES, TREMEHEUC.

Aucun de ces élus n'avait été informé de ce projet.

Une autre rencontre avec le Trésorier Payeur Général eu lieu le 28 août 2008 en présence de la Commission des finances communales.

La Charte de Services, proposée par les services du Trésor Public à propos des permanences de la Trésorerie de TINTENIAC à COMBOURG, a été examinée au cours de cette séance et des amendements ont été proposés notamment en ce qui concerne la liaison informatique entre la Mairie et les services de la Trésorerie.

Le Trésor Public s'engage à ce que les régisseurs puissent verser leurs fonds à COMBOURG via les services postaux. Les communes pourront également moderniser et simplifier certains fonctionnements actuels en mettant en place de nouveaux moyens de paiement tels le prélèvement et la carte bancaire en fonction du type de recettes à recouvrer.

Monsieur LE BESCO, Maire, invite le Conseil Municipal à débattre sur ce point.

Monsieur THEURET fait savoir que le groupe minoritaire condamne cette mesure. Il considère qu'il s'agit d'un nouveau désengagement de l'Etat qui pénalisera COMBOURG.

Monsieur LE BESCO expose que l'Etat n'est pas seul à se désengager et que le Conseil Général tarde également à décentraliser certains services dans les délais annoncés. Il regrette qu'aucun membre de l'opposition n'ait participé à la « commission finances ». Bien que ne cautionnant pas cette fermeture, il souligne que cette disposition aurait au moins le mérite de moderniser certaines pratiques de paiement encore archaïques. Enfin il insiste sur la nécessité d'exiger un lien informatique entre le lieu de permanences éventuelles et la Trésorerie.

Madame SAUVEE considère que « le Trésorier Payeur Général a sollicité une rencontre non pas dans un esprit de concertation mais pour informer d'une décision déjà prise ».

A la fin du débat, Monsieur LE BESCO invite le Conseil Municipal à se prononcer sur le projet de Charte de services proposé par le Trésorier Payeur Général.

Le Conseil Municipal s'étant prononcé par 5 voix « Contre » et 24 abstentions, ce projet de Charte n'est pas adopté.

## **08-123) CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 08-69 du 2 Juin 2008 relative à la désignation des membres de la commission d'évaluation des charges transférées. Lors de cette réunion avaient été deux délégués, à savoir :

- Membre titulaire : Mme Odile DELAHAIS
- Membre suppléant : M. Henri NOEL

Cette commission, mise en place par la Communauté de Communes, est composée de 25 membres, soit un représentant par commune (1 titulaire, 1 suppléant). Il ne peut y avoir de membres de droit.

Son rôle est de quantifier les transferts de compétences réalisés afin de permettre un juste calcul de l'attribution de compensation versée par la Communauté de Communes aux communes membres.

Cette commission doit donc travailler en étroite collaboration avec la commission « Finances » de la Communauté de Communes, dont le Vice-Président est Monsieur LE BESCO.

C'est pourquoi, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de désigner à nouveau les deux membres appelés à siéger à cette commission, à laquelle il se porte candidat en qualité de titulaire.

Monsieur le Maire précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur de vote à main levée pour la désignation de ces membres.

Monsieur LE BESCO invite le Conseil Municipal à procéder à la désignation desdits membres.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DESIGNER les délégués suivants :

<b>Membre titulaire</b>	<b>:</b>	<b>M. Joël LE BESCO</b>
<b>Membre suppléant</b>	<b>:</b>	<b>M. Henri NOEL</b>

**08-124) EFFACEMENT RESEAUX AERIENS – ETUDE SOMMAIRE - AVENUE DE LA LIBÉRATION - SECTION CHEMIN DE BEL AIR / LIMITE D'AGGLOMERATION ET ROUTE DE TRAMEL.**

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1er adjoint

Monsieur HAMELIN indique au Conseil Municipal qu'afin de poursuivre les travaux d'enfouissement des réseaux aériens, et en accompagnement de réfection des réseaux lourds de l'Avenue de la Libération, une étude sommaire relative à l'effacement des réseaux a été demandée au Syndicat Départemental d'Energie d'Ille et Vilaine, concernant la section comprise entre le chemin de Bel-Air et la limite d'agglomération Est, ainsi qu'une partie de la route de Tramel.

L'estimation de ces travaux s'élève à 119 600.00 € TTC dont une partie est prise en charge par différents organismes. Il en résulte une participation financière pour la commune de 60 000.00 €.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- De réaliser les travaux d'effacement de réseaux de ces sections.
- De demander au Syndicat Départemental d'Energie d'Ille et Vilaine la réalisation de l'étude détaillée de ce secteur.
- D'inscrire ces opérations au budget de la commune.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

#### **08-125) MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME – ENQUETE PUBLIQUE – INDEMNITÉ VERSÉE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par arrêté municipal n° 08.002 en date du 7 janvier 2008, il a été décidé l'ouverture d'une enquête publique concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours.

Cette enquête s'est déroulée du lundi 28 janvier au jeudi 28 février 2008 soit pendant 32 jours consécutifs.

Le Commissaire Enquêteur, Monsieur Jean DESSUS a siégé à la mairie :

Le lundi 28 janvier 2008 de 8 h 30 à 12 h 00

Le vendredi 15 février 2008 de 14 00 à 17 h 00

Le jeudi 28 février 2008 de 14 h 00 à 17 h 30

Et a rédigé son rapport d'enquête et avis.

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif en date du 29 août 2008 concernant l'indemnisation présentée par Monsieur Jean DESSUS mentionnant :

- 35 vacations	571.50 euros
- Frais de déplacement :	63.22 euros
- Frais divers :	0.86 euros

---

soit un total de **635.58 euros**

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter l'indemnisation présentée par Monsieur Jean DESSUS et la verser sans délai à la Caisse des Dépôts et Consignations, Gestion du Fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15 quai Anatole France – 75700 PARIS 07 SP.

En application de l'article L.311-3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations URSSAF.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

#### **08-126) BAIL EUROP'ACC**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-102 en date du 15 juillet 2008, le Conseil Municipal a été informé que le bail consenti à la société ATIMCO, qui occupait les locaux situés au 52 Avenue Gautier Père et Fils à Combours (35270), a pris fin à compter du 30 juin 2008 à la demande de la Société ATIMCO.

Par courrier en date du 22 Mai 2008, Mme Martine GUYOT, gérante de la Société EUROP'ACC (commercialisation d'accessoires de moto) a sollicité la location du bâtiment communal loué précédemment à l'imprimerie ATIMCO.

Une visite des locaux par les membres de la société EUROP'ACC en présence de M. LE BESCO et de Mme GIROUX a eu lieu le lundi 7 juillet 2008, à la suite de laquelle Mme Martine GUYOT a donné son accord pour la location des locaux

Il est précisé que toute la mise en conformité des locaux est à la charge du locataire.

La commission Bâtiments, réunie le 7 Août 2008, propose que les clauses principales de la location soient les suivantes :

**Date d'effet** : 1<sup>er</sup> septembre 2008.

**Durée** : 9 ans

**Montant du loyer** : 8 000 €/an indexé sur le coût à la construction.

**Echéance** : trimestrielle

Madame GIROUX invite donc le Conseil Municipal à :

- consentir un bail à la société EUROP'ACC à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008, pour une durée de 9 ans aux conditions proposées par la Commission Finances
- confier l'établissement du bail à l'office notarial SCP Saint Mleux-Lacourt-Priol de Combours (35270), étant précisé que les frais y afférant seront à la charge du preneur
- autoriser le Maire à signer le bail à intervenir.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.



## **08-127) REMBOURSEMENT ANTICIPE D'EMPRUNT**

Rapporteur : Mm Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Combours avait contracté un emprunt auprès du Crédit Local de France en 1999 (n°de contrat : MPH142726EUR001) pour financer les investissements, sur un taux fixe ; ce même emprunt avait été renégocié en 2001, toujours à taux fixe, puis passé à taux variable (Euribor) en 2003.

Vu l'évolution à la hausse des taux d'intérêts ces derniers mois, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal

- d'une part, d'effectuer un remboursement anticipé de cet emprunt à l'échéance du 1<sup>er</sup> novembre 2008 dans les conditions suivantes :

### **BUDGET PRINCIPAL**

<b>n° de prêt</b>	<b>prêteur</b>	<b>Date d'échéance</b>	<b>Echéance du 1/11/2008</b>	<b>Capital remboursé par anticipation</b>	<b>Capital restant dû</b>	<b>Indemnité 1%</b>	<b>TOTAL du remboursement</b>
MPH 142726	Dexia Crédit Local	1/11/2008	10913.70€	228 943,93 €	Néant	2 289,44 €	242 147.07 €

- d'autre part, de procéder aux décisions modificatives suivantes sur le budget communal :

### **SECTION INVESTISSEMENT**

Prélèvements sur dépenses

<b>Compte</b>	<b>Libellé du compte</b>	<b>Fonction</b>	<b>Montant</b>
020	Dépenses imprévues d'investissement	01	20 000 €
2313	Travaux de bâtiments salle omnisport –opération 35	411	141 500 €

Recettes supplémentaires non inscrites au budget

<b>Compte</b>	<b>Libellé du compte</b>	<b>Fonction</b>	<b>Montant</b>
1383	Dotations voies communales	01	67 500 €

Soit un total de **229 000 € à inscrire au compte 1641 – Remboursement de capital**

### **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Prélèvements sur dépenses

<b>Compte</b>	<b>Libellé du compte</b>	<b>Fonction</b>	<b>Montant</b>
022	Dépenses imprévues de fonctionnement	020	2 300 €

Soit un montant de **2 300 € à inscrire au compte 668 - autres charges financières (indemnité)**

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

## **08-128) MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE – RADIATION DE L'INVENTAIRE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que le matériel informatique de la commune de Combourg est renouvelé au bout de cinq ans d'utilisation.

Le matériel actuellement remisé est le suivant :

- 5 ordinateurs acquis en 1999 figurant à l'inventaire sous le numéro 1999/MAIRIE/014
- 1 serveur, 3 ordinateurs et 2 imprimantes acquis en 2000 figurant à l'inventaire sous le numéro 2000/MAIRIE/17
- 2 ordinateurs acquis en 2000 figurant à l'inventaire sous le numéro 2000/MAIRIE/019
- 1 graveur acquis en 2000 figurant à l'inventaire sous le numéro 2000/MAIRIE/021
- 2 ordinateurs et 1 imprimante acquis en 2001 figurant à l'inventaire sous le numéro 2001/MAIRIE/022
- 1 ordinateur et 2 imprimantes acquis en 2001 figurant à l'inventaire sous le numéro 2001/MAIRIE/023
- 2 ordinateurs acquis en 2002 figurant à l'inventaire sous le numéro 2002/MAIRIE/25
- 2 ordinateurs et 2 imprimantes acquis en 2002 figurant à l'inventaire sous le numéro 2002/MAIRIE/26
- 1 ordinateur acquis en 2002 figurant à l'inventaire sous le numéro 2002/MAIRIE/30

Par ailleurs, ont également été remisés pour cause d'obsolescence :

- 1 photocopieur acquis en 2002 figurant à l'inventaire sous le numéro 2002/MAIRIE/24
- 1 duplicateur obtenu gratuitement en 2002 et ne figurant pas à l'inventaire

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de décider la radiation de tout ce matériel informatique et bureautique de l'inventaire physique du matériel communal et d'autoriser le maire à faire procéder à son évacuation vers la déchetterie dans le respect du décret du 22 juillet 2005 relatif au recyclage des déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE).

La durée d'amortissement de l'ensemble de ce matériel est fixée à cinq ans, il n'est donc pas nécessaire d'apurer l'inventaire comptable.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

#### **08-129) ESPACE MALOUAS – REMPLACEMENT DES STORES**

Rapporteur : Mme GIROUX Yolande, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que l'état de vétusté de stores des salles « moquette » et réception de l'Espace Malouas implique leur remplacement. A ce titre, une procédure adaptée auprès de différentes entreprises a été lancée et il a été décidé de retenir l'offre de la société Stores Fermetures Diffusion, d'Avranches, pour un montant de 4 329.97 € HT.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2008.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **08-130) OFFICE DU TOURISME – BILAN ANNUEL 2007**

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 97-101 en date du 30 juin 1997, le Conseil Municipal a confié à l'Office du Tourisme de Combourg les missions de service public relatives au tourisme dans le cadre de la loi n°92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine touristique.

D'autre part, par délibération n° 99-22 en date du 22 février 1999, le Conseil Municipal a approuvé une convention arrêtant les missions confiées et les relations entre la Ville et l'Office du Tourisme.

Conformément à l'article 5 de ladite convention, l'Office du Tourisme a transmis son bilan et son rapport financier relatifs à l'exercice 2007, ces deux documents ayant été préalablement approuvés par l'Assemblée Générale de l'Association. Le rapport financier, quant à lui, a fait l'objet du rapport de contrôle des contrôleurs financiers.

Le bilan et le rapport financier de l'Office du Tourisme pour l'exercice 2007 sont présentés au Conseil Municipal pour approbation

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE les documents présentés.

### **08-131) BIBLIOTHEQUE – DEMANDE DE SUBVENTION**

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 15 mai 2008, la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique a fait savoir que le Conseil Général d'Ille et Vilaine tenait à connaître les dépenses en documents audio, livres et périodiques pour la bibliothèque de Combours pour l'année 2008.

La Commune de Combours a investi 1.97 euro par habitant pour l'année 2007, soit 10 978,27 €, et prévoit pour l'année 2008 et 2009 une dépense au moins équivalente, ce qui satisfait largement aux conditions d'éligibilité pour obtenir la subvention du Conseil Général qui prévoit un investissement de 0.75 euros par habitant (pour les années 2007-2008 et 2009)

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal de solliciter l'attribution d'une subvention liée aux achats de documents en 2008 et 2009 (livres, documents audio et périodiques) pour la bibliothèque auprès :

- du Conseil Général
- de la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

### **08-132) MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMÉRATION**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, conformément à l'article R411-2 du Code de la Route, les limites d'agglomération sont fixées par arrêté du maire.

A ce titre et par souci de cohérence et de sécurité, il a été décidé de reculer la limite d'agglomération située initialement en haut de la rue de la Renaissance, à la « Croix du Chénou », sur la voie communale n° 17 en direction de « la Croix Fleurie » au niveau du terrain du complexe sportif et sur la voie communale n°114 en direction de « Couapichette » en limite nord des terrain de la ZA du moulin Madame.

De plus, il a été décidé de créer une limite d'agglomération sur le chemin de Ruant, au niveau des hangars de stockage de l'établissement RAHUEL, afin d'englober le Cottage Bel Air et l'accès au futur lotissement situé au nord ouest de la gare.

Ainsi définies les limites de l'agglomération englobent les nouveaux aménagements urbains et permettent de limiter la vitesse des véhicules à 50 km/h sur ces portions de voies.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **08-133) EMPIERREMENT DE CHEMINS RURAUX**

Rapporteur : M. LEBRET Michel, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que l'état de vétusté de plusieurs chemins ruraux implique une reprise de leur empierrement. Il s'agit des chemins suivants :

- chemin de la Madeleine/Benouin
- chemin des Rivières
- chemin des Meslions/Landran
- chemin de la Boissière aux Lizions
- chemin Launay Blouin/Tranmel
- chemin Tramel/Boutenillet

A ce titre, une procédure adaptée a été lancée auprès de différentes entreprises et il a été décidé de retenir l'offre de la Sarl CHAUVVAUX, pour un montant de 27 055.00 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **08-134) ILLUMINATIONS DE NOEL – PROGRAMME 2008**

Rapporteur : M. LEBRET Michel, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de l'extension des illuminations de Noël, le programme 2008 porte sur la Rue Chateaubriand, la Place des Déportés et la Place Chateaubriand.

A ce titre une consultation en procédure adaptée a été effectuée auprès de 4 entreprises :

- CEF de Saint Malo
- Citéos de Cesson Sévigné
- Rode de Sevres (92)
- Blachère de Apt (84)

Suite à la réception de 3 offres, il a été décidé de retenir la proposition de la société Blachère de Apt (84) pour un montant de 16 722.40 € HT.

Cette proposition comprend :

- 4 motifs pour la Rue Chateaubriand
- 4 motifs pour la Place des Déportés
- 30 tresses de lumière
- 1 sapin sphère pour la Place Chateaubriand.
- La mise aux normes des points d'alimentation électrique.

La technologie « Led », lampe très basse consommation, également retenue cette année, tend à réduire considérablement la dépense électrique liée aux illuminations.

Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2008.

Afin de réaliser cette opération, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à solliciter l'aide :

- du Syndicat Départemental d'Energie d'Ille et Vilaine
- du Conseil Régional – Petites Cités de Caractère
- du Conseil Général
- de la Communauté de Communes

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

#### **08-135) ENQUETES PUBLIQUES COMMUNALES – CHEMINS - INDEMNITE VERSEE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Il est rappelé au Conseil Municipal que, par arrêtés municipaux en date du 14 Mai 2008, ont été prescrites dix enquêtes publiques relatives :

- 1 – au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «Pléac»
- 2 – au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «Hailand»
- 3 – au projet de décalage de l'emprise d'une partie d'un chemin communal au lieu-dit «Les Freschandières»
- 4 – au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «Le Tranmel»
- 5 – au projet de régulation de la route à vocation publique au lieu-dit «Brancoual»
- 6 – au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «La Mariais »
- 7 – au projet de cession de délaissés communaux au lieu-dit «Le Moulin Madame»
- 8 – au projet de cession de délaissés communaux au lieu-dit «Le Moulin Madame»
- 9 – au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «Bourg-Héry»
- 10 – au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «Les Jardières»

**Ces enquêtes se sont déroulées du lundi 16 juin 2008 au lundi 30 juin 2008 inclus.**

Le commissaire-enquêteur a siégé en mairie, le mardi 17 juin 2008 et le jeudi 26 juin 2008 de 10 heures à 12 heures et le dernier jour de l'enquête, soit le lundi 30 juin 2008 de 15 heures à 17 heures 30. Il s'est rendu sur place pour une reconnaissance et une observation des lieux et il a rédigé son rapport.

Compte tenu du temps passé figurant sur l'état présenté par le Commissaire Enquêteur, Monsieur LEBRET propose de lui verser pour l'ensemble des dossiers de cette

enquête publique, une indemnité correspondant à 33 vacations ; le montant de vacation étant de 38.10 €.

En application de l'article L.311.3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations URSSAF.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

### **08-136) CESSIION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « PLÉAC »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur Boudet représentant l'ICPA en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal traversant sa propriété au lieu-dit « Pléac ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable avec réserves et par délibération n° 06.152 en date du 13 novembre 2006, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée sous réserve :

- De la cession aux bordants de la portion de chemin entre les parcelles D 610 et E 400 sises au nord du ruisseau
- D'assurer la continuité d'évacuation des eaux provenant des terrains situées en amont
- D'assurer la continuité du chemin par emprise partie Sud de la E 371

La portion de chemin communal concernée n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur Boudet représentant l'ICPA visant à acquérir une portion de chemin communal traversant sa propriété situé au lieu-dit « Pléac »
- Vu l'avis favorable avec réserves de la commission municipale chargée de la voirie

- Vu la délibération du conseil municipal n° 06.152 en date du 13 novembre 2006 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Pléac » et jouxtant la propriété de Monsieur Boudet représentant l'ICPA.
- De céder la portion demandée de ce chemin communal à Monsieur Boudet, représentant l'ICPA, propriétaire au lieu-dit « Pléac » sous réserves :
  - De la cession aux bordants de la portion de chemin entre les parcelles D 610 et E 400 sises au Nord du ruisseau
  - D'assurer la continuité d'évacuation des eaux provenant des terrains situés en amont
  - D'assurer la continuité du chemin par emprise partie Sud de la E 371
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

#### **08-137) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « HAILAND »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Madame Sophie BOSSE en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal jouxtant sa propriété située au lieu-dit « Hailand ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et, par délibération n° 07.146 en date du 29 octobre 2007, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.



Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée.

La portion de chemin communal concernée n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Madame Sophie BOSSE visant à acquérir une portion de chemin communal jouxtant sa propriété située au lieu-dit « Hailand »
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 07.146 en date du 29 octobre 2007 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Hailand » et jouxtant la propriété de Madame Sophie BOSSE.
- De céder la portion demandée de ce chemin communal à Madame Sophie BOSSE, propriétaire au lieu-dit « Hailand »
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combours.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

**08-138) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT  
« LES FRESCHANDIERES »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

La Ville a été sollicitée par Monsieur et Madame Christophe LEPRIZÉ en vue d'une demande de décalage de l'emprise d'une partie d'un chemin communal situé au droit de leur propriété au lieu-dit « Les Freschandières ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve du rétablissement de la liaison communale sur une emprise de 7 m de largeur (cession, frais de cession et création du chemin à la charge de l'acquéreur) et par délibération n° 07.147 en date du 29 octobre 2007, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à ce décalage du chemin avec les réserves émises par la commission municipale.

La demande de décalage de l'emprise d'une partie du chemin communal n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur et Madame Christophe LEPRIZÉ en vue d'une demande de décalage de l'emprise d'une partie d'un chemin communal situé au droit de leur propriété au lieu-dit « Les Freschandières ».
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 07.147 en date du 29 octobre 2007 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose au décalage du chemin communal
- Considérant que la demande de décalage de l'emprise d'une partie du chemin communal n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- D'autoriser le décalage d'une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Les Freschandières » jouxtant la propriété de Monsieur et Madame Christophe LEPRIZÉ sous réserve du rétablissement de la liaison communale sur une emprise de 7 m de largeur

- Les demandeurs supporteront tous les frais afférant à cette opération (frais de terrassement, d'empierrement, de revêtement bitumineux, de géomètre et de notaire etc...)
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combourg sous réserve que les demandeurs aient mené à terme les acquisitions de terrain complémentaires nécessaires à l'aboutissement de cette opération.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

### **08-139) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LE TRANMEL »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur Gilbert JAN en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal jouxtant sa propriété située au lieu-dit « Le Trammel ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et par délibération n° 07.148 en date du 29 octobre 2007, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée.

La portion de chemin communal concernée n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur Gilbert JAN visant à acquérir une portion de chemin communal jouxtant sa propriété située au lieu-dit « Le Trammel »
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 07.148 en date du 29 octobre 2007 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur

- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Le Trammel » et jouxtant la propriété de Monsieur Gilbert JAN
- De céder la portion demandée de ce chemin communal à Monsieur Gilbert JAN, propriétaire au lieu-dit « Le Trammel »
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

#### **08-140) RÉGULARISATION D'UN CHEMIN RURAL ENTRE « BRANCOUAL » ET « LANDRAN » SUR L'EMPRISE DE LA PARCELLE F N° 222**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur et Madame Thierry HAQUIN en vue de la régularisation d'un chemin rural entre « Brancoual » et « Landran » sur l'emprise de la parcelle cadastrée F n° 222.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et par délibérations n° 07.149 en date du 29 octobre 2007 et n° 07.174 en date du 17 décembre 2007, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée.

La portion de chemin communal concernée n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur et Madame Thierry HAQUIN visant à régulariser le chemin rural entre « Brancoual » et « Landran » modifié il y a plusieurs années et traversant la parcelle cadastrée F n° 222 leur appartenant
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu les délibérations du conseil municipal n° 07.149 en date du 29 octobre 2007 et n° 07.174 en date du 17 décembre 2007 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De procéder à la régularisation du chemin rural entre Brancoual et Landran sur l'emprise de la parcelle F n° 222, propriété de Monsieur et Madame Thierry HAQUIN et pour ce faire :
  - D'acquérir à titre gracieux auprès de Monsieur et Madame Thierry HAQUIN une partie de la parcelle cadastrée F n° 222
- De classer la partie dudit chemin dans le domaine des chemins ruraux non numérotés
- De prendre en charge les frais de géomètre et de notaire
- De confier les travaux d'arpentage au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et la rédaction des actes à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combourg.
- D'imputer la dépense sur les crédits qui ont été votés à cet effet

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

#### **08-141) CESSION D'UN DÉLAISSÉ COMMUNAL AU LIEU-DIT « LA MARIAIS »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur et Madame Mickaël LEFEUVRE en vue de l'acquisition d'un délaissé communal en bordure de sa propriété située au lieu-dit « La Mariais ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et par délibération n° 08.20 en date du 11 février 2008, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée.

Le délaissé communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur et Madame Mickaël LEFEUVRE visant à acquérir un délaissé communal en bordure de leur propriété située au lieu-dit « La Mariais »
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 08.20 en date du 11 février 2008 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser le délaissé communal sis au lieu-dit « La Mariais » et jouxtant la propriété de Monsieur et Madame Mickaël LEFEUVRE
- De céder le délaissé communal à Monsieur et Madame Mickaël LEFEUVRE, propriétaires au lieu-dit « La Mariais »
- Que la cession interviendra au prix de 0.30 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « SAINT-MLEUX, PRIOL, LACOURT» de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

**08-142) CESSION D'UN DÉLAISSÉ COMMUNAL AU LIEU-DIT « LE MOULIN MADAME »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur et Madame TURQUETY en vue de l'acquisition d'un délaissé communal situé entre le stade du Moulin Madame et leur propriété au 4, rue des Oliviers.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et, par délibération n° 08.23 en date du 11 février 2008, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition du délaissé communal sollicité.

Le délaissé communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur et Madame TURQUETY visant à acquérir un délaissé communal situé entre le stade du Moulin Madame et leur propriété au 4, rue des Oliviers
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 08.23 en date du 11 février 2008 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser le délaissé communal sis au lieu-dit « Le Moulin Madame » et jouxtant la propriété de Monsieur et Madame TURQUETY
- De céder ce délaissé communal à Monsieur et Madame TURQUETY, propriétaires au Moulin Madame, 4, rue des Oliviers.
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.

- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

#### **08-143) CESSION D'UN DÉLAISSÉ COMMUNAL AU LIEU-DIT « LE MOULIN MADAME »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur KERGOSIEN en vue de l'acquisition d'un délaissé communal situé entre le stade du Moulin Madame et leur propriété au 6, rue des Oliviers.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et par délibération n° 08.23 en date du 11 février 2008, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition du délaissé communal sollicité.

Le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur KERGOSIEN visant à acquérir un délaissé communal situé entre le stade du Moulin Madame et sa propriété au 6, rue des Oliviers
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 08.23 en date du 11 février 2008 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »



**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser le délaissé communal sis au lieu-dit « Le Moulin Madame » et jouxtant la propriété de Monsieur KERGOSIEN
- De céder ce délaissé communal à Monsieur KERGOSIEN, propriétaire au Moulin Madame, 6, rue des Oliviers.
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combours.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

**08-144) CESSIION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « BOURG HÉRY »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur et Madame Hervé SERRAND en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal située au lieu-dit « Bourg Héry ». L'acquisition de ce délaissé permettra à Monsieur et Madame Hervé SERRAND de régulariser une jouissance effective de ladite parcelle dans le cadre d'une vente de terrain constructible.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable et par délibération n° 08.22 en date du 11 février 2008, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée.

La portion de chemin communal concernée n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur et Madame Hervé SERRAND visant à acquérir une portion de chemin communal dans le cadre d'une vente de terrain constructible située au lieu-dit « Bourg Héry »
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie

- Vu la délibération du conseil municipal n° 08.22 en date du 11 février 2008 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Bourg Héry » dans le cadre d'une vente de terrain constructible envisagée pour le compte de Monsieur et Madame Hervé SERRAND
- De céder la portion demandée de ce chemin communal à Monsieur et Madame Hervé SERRAND
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € hors taxes le m<sup>2</sup>, en application de la délibération n° 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

#### **08-145) CESSIION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LES JARDIERES »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur Bertrand LAFFICHER en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal afin de réaliser une redistribution de sa propriété située au lieu-dit « Les Jardières ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve de la création d'un nouveau chemin d'une largeur de 7 m, y compris empiérement, sur la parcelle I 880 pour remplacer la partie cédée et assurer la continuité de desserte et par délibération n° 08.21 en date du 11 février 2008, le conseil municipal a donné un accord de principe sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 et s'est déroulée du lundi 16 juin au lundi 30 juin 2008.

Le commissaire-enquêteur a conclu favorablement à l'acquisition de la portion de chemin sollicitée avec les réserves suivantes : Monsieur Bertrand LAFFICHER devra créer un

nouveau chemin d'une largeur de 7 mètres avec empiérement sur la parcelle I 880 afin d'assurer la continuité de la desserte des parcelles sises en amont.

La portion de chemin communal concernée n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Vu la demande de Monsieur Bertrand LAFFICHER visant à acquérir une portion de chemin communal jouxtant sa propriété et permettant une nouvelle distribution de cette dernière située au lieu-dit « Les Jardières »
- Vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du conseil municipal n° 08.21 en date du 11 février 2008 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique
- Vu l'arrêté municipal n° 08.096 en date du 14 mai 2008 prescrivant l'enquête publique
- Vu le dossier d'enquête publique
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur
- Considérant que rien ne s'oppose à la cession envisagée
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »

**DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- De déclasser une partie du chemin communal sis au lieu-dit « Les Jardières » et jouxtant la propriété de Monsieur Bertrand LAFFICHER
- De céder la portion demandée de ce chemin communal à Monsieur Bertrand LAFFICHER, propriétaire au lieu-dit « Les Jardières » sous réserve de la création d'un nouveau chemin d'une largeur de 7 mètres avec empiérement sur la parcelle I 880 afin d'assurer la continuité de la desserte des parcelles sises en amont.
- Contrairement à ce qui avait été mentionné dans la délibération n° 08.21 en date du 11 février 2008, la demande émise fera l'objet d'un échange et non d'une vente, tous les frais qui en seront la conséquence (Géomètre, Notaire, etc...) étant à la charge de Monsieur LAFFICHER.
- Que le document d'arpentage sera confié au Cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Saint-Mleux, Priol et Lacourt » de Combours.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

**08-146) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08.36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 08.150 T en date du 16 juillet 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelle K n° 2602 sise au lieu-dit « La Magdelaine » (**DIA n° 21**) terrain nu
- Arrêté n° 08.158 T en date du 29 juillet 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelles K n° 458 et 2607 sises au lieu-dit « Le Camp Duguesclin » (**DIA n° 22**) et supportant un bâtiment à usage d'entrepôt-dépôt.
- Arrêté n° 08.159 T en date du 29 juillet 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelle AH n° 321 sise « ZA de Melesse – rue Jules Corvaisier » (**DIA n° 23**) et supportant un bâtiment à usage commercial
- Arrêté n° 08.170 T en date du 7 août 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelles AH n° 453 et n° 456 sises « 63, avenue de la Libération » (**DIA n° 24**) terrain nu
- Arrêté n° 08-209 en date du 5 Septembre 2008 autorisant le Maire à défendre les intérêts de la commune dans la requête introduite devant le Tribunal Administratif par les époux LEROUX.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

**08-147) QUESTIONS ORALES (3e trimestre)**

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 05.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

## **DU LUNDI 22 SEPTEMBRE 2008**

**A 20 H 00**

---

### **DELIBERATIONS**

---

- 08-119) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 08-120) Service des eaux – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service
- 08-121) Service de l'assainissement – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service
- 08-122) Réorganisation des services du Trésor Public
- 08-123) Constitution de la commission d'évaluation des charges transférées
- 08-124) Effacement des réseaux aériens – Etude sommaire – Avenue de la Libération, section chemin de Bel Air/Limite d'agglomération et route de Tramel
- 08-125) Modification du Plan Local d'Urbanisme – Enquête publique – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
- 08-126) Bail Europ'acc
- 08-127) Remboursement anticipé d'emprunt
- 08-128) Matériel informatique et bureautique – Radiation de l'inventaire
- 08-129) Espace Malouas – Remplacement des stores
- 08-130) Office du Tourisme – Bilan annuel 2007
- 08-131) Bibliothèque – Demande de subvention
- 08-132) Modification des limites d'agglomération
- 08-133) Empierrement de chemins ruraux
- 08-134) Illuminations de Noël – Programme 2008
- 08-135) Enquêtes publiques communales –chemins - Indemnité versée au commissaire-enquêteur
- 08-136) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Pléac »
- 08-137) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Hailand »
- 08-138) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières »
- 08-139) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Le Trammel »
- 08-140) Régularisation d'un chemin rural entre « Brancoual » et « Landran » sur l'emprise de la parcelle cadastrée section F n° 222
- 08-141) Cession d'un délaissé communal au lieu-dit « La Mariais »
- 08-142) Cession d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Moulin Madame »
- 08-143) Cession d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Moulin Madame »
- 08-144) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Bourg-Héry »
- 08-145) Cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Les Jardières »
- 08-146) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 08-147) Questions orales

